

Manoir Liverpool : c'est payant de maltraiter des aînés au Québec!

Lorsque la société protectrice des animaux découvre une situation de cruauté animale, il y a des sanctions fortes envers les criminels, pouvant aller jusqu'à la prison pour avoir mal nourri ces animaux.

Au Québec, qu'arrive-t-il lorsqu'un établissement maltraite pendant cinq ans des personnes aînées en situation de vulnérabilité? C'est pourtant ce qui est arrivé au Manoir Liverpool : soins d'hygiène déficients, présence de rougeurs, de champignons et de plaies, croûte blanche dans la bouche de résidents, sous-alimentation, insalubrité des lieux, etc. Un véritable film d'horreur.

Une enquête a eu lieu, mais qui est imputable? Les propriétaires? Ils ont fait parvenir une mise en demeure au CISSS. Le PDG du CISSS? Il n'était pas au courant. Le ministre de la Santé? Il va étudier la question. La ministre responsable des Aînés? Elle est outrée.

Le Klondike de l'exploitation des aînés

Bien sûr, il y a des résidences pour aînés (RPA) qui offrent des services de qualité. Toutefois, trop de cas graves ont été révélés dans les dernières années pour penser que ce ne sont que des cas isolés. Avec l'omerta dans le réseau, on se doute bien que ce cauchemar est vécu par bien des personnes aînées.

Nous connaissons le potentiel lucratif de « prendre soin » des aînés. C'est le choix de société que nous avons fait dans la Belle Province : confier des personnes susceptibles d'être en perte d'autonomie, et donc en situation de vulnérabilité, à des propriétaires dont le but premier est de rentabiliser son entreprise.

C'est normal pour une entreprise privée de vouloir faire de l'argent, ce n'est pas là le problème. Mais est-ce normal de faire de l'argent sur le dos de personnes en situation de vulnérabilité? Il me semble que c'est très lourd de sens et pourtant, c'est un marché en pleine croissance.

Mettre fin au party des exploiters

Tous les maux du monde ne sont pas la faute du gouvernement actuel, mais le résultat de décennies de laisser-aller. Or, il est plus que temps que quelqu'un se lève enfin pour mettre fin au party des exploiters.

Trois personnes ont actuellement le pouvoir et le devoir moral d'agir: le premier ministre, le ministre de la Santé et la ministre responsable des Aînés.

Le gouvernement a été élu pour servir l'intérêt des Québécois. Et j'ose espérer que les Québécois prônent la dignité de celles et ceux qui ont contribué à bâtir la société dans laquelle nous vivons.

- **Qu'il y ait des visites rigoureuses et indépendantes.**
- **Qu'il y ait des lois solides et des sanctions sévères à la hauteur des crimes perpétrés contre ces personnes vulnérables.**
- **Qu'il y ait une enquête indépendante pour obtenir justice.**

Enfin, que l'on se questionne comme société sur ce que l'on veut pour les aînés. Les soins et les services à domicile ont toujours été négligés et plusieurs personnes n'ont d'autres choix que de se tourner vers le mirage des tout-inclus à gros prix pour leur tranquillité d'esprit.